

MARCHES PUBLICS - PROCÉDURE ADAPTEE

Code de la commande publique

FOURNITURES ET SERVICES

Dossier simplifié de consultation des entreprises

Le présent document est le dossier de consultation, valant contrat et engagement.

Il est composé des points suivants :

- | | |
|---|--------------------------------------|
| A. Objet du marché | F. Clauses techniques particulières |
| B. Règlement de la consultation | G. Annexe financière |
| C. Identification du pouvoir adjudicateur | H. Signature du titulaire |
| D. Identification de l'entreprise | I. Signature du pouvoir adjudicateur |
| E. Clauses administratives particulières | |

A. OBJET DU MARCHÉ

L'ARS Hauts-de-France lance une consultation pour choisir une agence événementielle. Objectif : Piloter le séminaire régional de concertation marquant le lancement de la future feuille de route cancer 2026-2030. L'agence retenue aura pour mission d'organiser et coordonner l'événement s'adressant à près de 200 participants

B. RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

NB pour les candidats : Les informations contenues dans ce paragraphe sont non contractuelles, mais informent les candidats sur les conditions de la mise en concurrence.

B1 – Documents à fournir par le candidat

- Le présent dossier simplifié dûment renseigné valant engagement contractuel ;
- Une attestation d'assurance en cours de validité
- Le candidat produit à l'appui de sa candidature :
 - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail ;
 - Les renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.
- En lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements demandés ci-dessus, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un DUME électronique, disponible depuis cette adresse : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

B2 – Réception des plis

Conformément aux dispositions de l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les offres sont remises par voie électronique à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr> en précisant la référence de la consultation dans votre recherche.

La date limite de remise des offres est fixée au 06 novembre 2025 à 23 h 59.

B3 – Critères de jugement des offres

Les critères pour le jugement des offres sont indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

- **Critère n° 1** : Valeur technique de l'offre pondérée à 70 % et jugée au regard des éléments d'appréciation suivants : qualité de l'organisation générale de la journée (conseil, régie du projet, mobilisation d'un animateur expérimenté...), de la logistique (notamment sur l'accueil et sur les temps de convivialité), qualité de l'équipe projet proposée. La connaissance des politiques publiques et du système de santé est appréciée.
- **Critère n° 2** : le prix comptant pour 30 % de la note finale. L'offre la moins chère aura la note de 30. Les autres propositions seront notées de la manière suivante : $Ni = 40 \times Po/Pi$
- **Dans laquelle :**
 - Ni : note de l'offre comparée i
 - Po : offre la moins chère o
 - Pi : offre comparée i

Dans le cas où le devis quantitatif estimatif présenterait des erreurs de calculs, celui-ci sera rectifié avant calcul de la note.

B4 – Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

B5 – Négociation

Conformément aux dispositions de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur prévoit de négocier avec les 3 opérateurs économiques les mieux classés. Cependant il peut attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

C. Identification du pouvoir adjudicateur

- | | |
|--|---|
| ■ Nom, prénom, qualité du signataire du marché : Hugo GILARDI, Directeur Général de l'ARS HAUTS DE FRANCE | ■ Adresse, téléphone, télécopieur, courriel à disposition des candidats pour obtenir des renseignements : 556, avenue Willy Brandt, 59 777 EURALILLE – tél : 03.62.72.79.38 courriel : ars-hdf-achats-marches@ars.sante.fr |
| ■ Contacts pendant la consultation : Pascale DEBEIR /Gautier LENNE | |

D. Identification de l'entreprise

(À renseigner par l'entreprise)

- Nom de l'entreprise et nom du représentant identifié :

- Adresse, téléphone, télécopieur, courriel :
- SIRET:
- Coordonnées bancaires (IBAN) et (BIC) :

E. CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

E1 – Procédure du marché

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions des articles R. 2123-1 à R.2123-8 du code de la commande publique.

E2 – Durée

La durée d'exécution du marché est de 6 mois à compter de la date de notification.

E3 – Lieu d'exécution

Région Hauts-de-France

E4 – Prix

Le marché est conclu :

- Pour un montant de..... Euros TTC
- Détail des prix à l'annexe financière (annexe en PJ)

E5 – Forme des prix et variation des prix

Les prix sont forfaitaires, fermes et définitifs pour toute la durée du marché.

Sont incluses notamment, les dépenses liées aux déplacements et l'hébergement du titulaire en lien avec l'objet du marché.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG Fournitures courantes et services, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

E6 – Avances (article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique)

Je renonce au bénéfice de l'avance : ☐ Non ☐ Oui

(Cocher la case correspondante.)

E7 – Résiliation et pénalités

E7-1 Résiliation aux torts du prestataire

Le marché peut être résilié aux torts du prestataire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, notamment :

- a) Lorsqu'il a contrevenu à la législation ou à la réglementation du travail ;
- b) Lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- c) Lorsque le titulaire a sous-traité illégalement ;
- d) Lorsque le titulaire s'est livré à l'occasion de son marché à des actes frauduleux ;
- e) En cas de violation de la clause de confidentialité ;
- f) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer ;

g) Lorsque, postérieurement à la conclusion du marché, les documents fournis par le titulaire s'avèrent inexacts ; La décision de résiliation, dans un des cas prévus ci-dessus (à l'exception des cas d, f et g où elle est immédiate), est prononcée après mise en demeure restée infructueuse dans les quinze jours suivant sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire à raison de ses fautes.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut d'une autre date, à la date de notification de cette décision.

E7-2 Rejet de prestation

Le choix du titulaire étant pour partie basé sur la qualité des intervenants, toute modification apportée à l'équipe décrite dans son offre sans qu'elle soit au préalable validée par le pouvoir adjudicateur, est susceptible d'entraîner le rejet de la prestation. Une prestation rejetée ne peut pas être facturée. Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

E8 – Clause de confidentialité et de propriété intellectuelle

Le titulaire s'engage à observer la discrétion sur les faits, informations, connaissance de documents, contenus des échanges et entretiens, ou tous autres éléments dont il aurait reçu communication. Il s'engage également à en préserver, et à en faire préserver par son personnel, le caractère confidentiel.

Tous les éléments qui auront été utilisés et restitués (supports, outils, synthèses, comptes rendus, relevés de décisions, diaporamas, etc.) pour mener à bien la prestation, restent la propriété exclusive de l'ARS HDF.

E9 – Assurances

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

E10 – Règlement des litiges

En cas de litiges survenant dans l'exécution du présent marché, le Tribunal Administratif de Lille situé au 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039 59014 Lille, Tel : 03 59 54 23 42 — Fax : 03 59 54 24 45, courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr, est seul compétent pour une procédure administrative.

E11 – Règlement des prestations

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire. L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est Le Directeur général de l'ARS Hauts-de-France. Le comptable chargé du paiement est Monsieur l'Agent comptable de l'ARS Hauts-de-France.

Le titulaire est tenu à compter du 01/01/2020 de déposer ses factures sur la plateforme dématérialisée CHORUSPRO à cette adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

Numéro SIRET : 130 007 974 00079

Code service : AVEC_EJ

Numéro de l'engagement juridique : communiqué ultérieurement

Outre les mentions légales, les factures font apparaître toutes les mentions permettant d'en identifier l'origine et notamment :

- La date de facturation ;
- le détail des prestations facturées ;
- les références du marché ;
- le numéro de l'EJ (numéro du bon de commande)
- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro et domiciliation de son compte bancaire ;
- le prix total HT et le prix total TTC.
- le taux et le montant de la TVA

E12 – Délai de paiement

Le délai global de paiement – DGP – des sommes dues au titulaire est de 30 jours. Ce délai démarre à la date de réception d'une facture sous réserve du « service fait » de la prestation.

Selon la réglementation en vigueur, le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire.

F. CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Contexte et enjeux

Avec 32 661 nouveaux cas de cancer estimés par an et 15 150 décès chaque année, la région Hauts-de-France est une des régions les plus touchées par les cancers. Alors que l'on estime qu'au moins 40% des cancers sont attribuables à nos modes de vie, c'est autant de cancers qui pourraient être évités en agissant sur nos comportements individuels (tabac, alcool, alimentation, pratique de l'activité physique...) et sur les facteurs environnementaux. Ces enjeux sont particulièrement prégnants en Hauts-de-France où la consommation de tabac et d'alcool et la part de personnes en surpoids sont supérieures aux moyennes nationales.

En 2022, l'ARS a élaboré sa feuille de route Hauts-de-France fixe 56 actions pour limiter l'impact des cancers dans nos vies. La prévention, l'amélioration de la qualité de vie et la démographie médicale étant les principaux enjeux de cette stratégie. Par exemple :

- Renforcer l'accès au dépistage, en particulier via des actions ciblées à destination des populations socialement défavorisées, les personnes handicapées et les détenus ; mais aussi à travers la réduction des délais d'accès aux examens de diagnostic
- Porter une politique forte en faveur de la démographie médicale afin de garantir une prise en charge de qualité qui réponde aux enjeux de l'épidémiologie régionale et de permettre une équité d'accès aux soins dans toute la région.
- Permettre une meilleure prise en charge des séquelles, notamment à travers la mise en place de formation des professionnels de santé en ville et à l'hôpital, ou encore le renforcement de l'accès à une offre de réhabilitation et de reconstruction à l'issue du traitement.

Pour en savoir plus sur cette feuille de route : [Feuille de route cancer en Hauts-de-France](#).

Dans le cadre de la préparation de la future feuille de route régionale cancer 2026-2030, l'ARS Hauts-de-France souhaite organiser en janvier 2026 un séminaire régional de concertation. Cette journée marquera le lancement d'une nouvelle dynamique territoriale, en lien avec la stratégie décennale nationale pilotée par l'INCa, permettant de :

- Présenter l'état des lieux régional (indicateurs épidémiologiques, dépistage, prises en charge), sur la base d'un travail en cours avec l'OR2S ;
- Partager les grandes orientations nationales de la stratégie cancer 2026-2030 (en présence de l'INCa) ;
- Valoriser les initiatives et expertises locales en matière de prévention, de diagnostic, de prise en charge et d'innovation ;
- Favoriser les échanges entre acteurs du territoire pour faire émerger les priorités régionales.

Objectifs, cibles et intentions

Ce séminaire régional de concertation prendra la forme d'une journée professionnelle et conviviale, à destination de 150 à 200 participants (prévoir une jauge maximum à 250).

Informations clés

- Dates pressenties : le 10 ou le 12 février 2026
- Lieu : merci de proposer deux lieux à Lille, accueillants, accessibles, fonctionnels, sans caractère ostentatoire, idéalement modulables en fonction du nombre de participants.
- Format : présentiel uniquement, en plénière sur une journée complète.
- Participants attendus : 150 à 200 personnes, dont les acteurs de la cancérologie en région (professionnels hospitaliers, libéraux, institutions, associations d'usagers), l'INCa et les directions internes de l'ARS.

Format évènementiel pressenti

Le format pressenti s'articule autour de :

- Une session d'ouverture : état des lieux régional et présentation des orientations nationales ;
- Quatre tables rondes thématiques, centrées sur les priorités identifiées (à confirmer) :
 - Faciliter le dépistage et le repérage précoce des cancers ;
 - Améliorer la prise en charge des cancers de mauvais pronostic ;
 - Favoriser l'accès aux innovations thérapeutiques ;
 - Vers une meilleure territorialisation de la cancérologie.

Les échanges devront être rythmés, avec des temps de paroles courts et une réelle place accordée aux échanges entre les intervenants et la salle.

Prestations attendues

La prestation attendue sur 3 points :

1. Organisation générale

- Conseil sur le déroulé de la journée : équilibre entre interventions, échanges et animation ;
- Régie et coordination complète du projet (planning, prestataires, intervenants, animation, régie...) ;
- Etablissement du planning
- Recherche des prestataires
- Coordination des interventions (les intervenants seront définis et contactés par l'ARS)
- Rassemblement des supports de présentation des intervenants en un seul document de présentation
- Mobilisation d'un animateur expérimenté, capable de porter un regard éditorial sur la journée, d'accompagner les intervenants et de garantir un bon rythme et une ambiance constructive.

2. Logistique

- Gestion des temps de convivialité : accueil café, déjeuner, pause ;
- Organisation matérielle : signalétique, badges, vestiaires, accès PMR ;
- Déjeuner : une attention particulière sera portée à l'offre de restauration, qui devra refléter les messages portés en matière de santé publique :
 - Sans alcool ni sodas ;
 - Équilibrée (pauvre en sucres, sel, graisses) ;
 - Idéalement issue de l'agriculture biologique.

3. Accueil et gestion des participants

- Gestion des invitations et inscriptions (plateforme en ligne souhaitée) ;
- Accueil sur site, édition et remise des badges ;
- Éventuellement : gestion de la logistique transport/hébergement pour certains intervenants extérieurs.

Calendrier prévisionnel

- Retour des offres : 06 novembre 2025 à 23h59
- Notification du marché : semaine 49
- Réunion de lancement : semaine 49

Contenu de l'offre

La réponse devra comporter :

- Une note d'intention résumant l'approche technique et méthodologique du projet ;
- Une liste des principales références similaires en cours d'exécution ou exécutées ces dernières années
- L'équipe-projet mobilisée
- Une présentation détaillée et chiffrée des propositions.

Gouvernance

Le commanditaire est le directeur général de l'ARS Hauts-de-France. Les interlocuteurs-projets de premier niveau du prestataire seront les membres de la direction de la communication, accompagnés au besoin par des membres des directions métier de l'ARS.

G. ANNEXE FINANCIÈRE

Le soumissionnaire détaille dans une annexe financière le contenu de son offre de prix.

Afin d'en faciliter la lecture, l'annexe financière fera apparaître clairement et le plus précisément possible le montant des prestations inhérentes à : « L'Organisation Générale », « la Logistique », « L'Accueil et la gestion des participants »

H. SIGNATURE DU MARCHE PAR LE TITULAIRE (le mandataire en cas de groupement)

Après avoir pris connaissance des conditions administratives et des exigences techniques, j'accepte et m'engage, sur la base de mon offre à exécuter les prestations demandées et à livrer les fournitures demandées aux prix indiqués supra.

Nom, prénom et qualité du signataire (*) et des membres si groupement d'entreprises	Lieu et date de signature	Signatures

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

I. SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

À : LILLE, le.....

Signature